Comité Régional de l'Emploi de la Formation et de l'Orientation Professionnelle

Commission qualité, développement de compétences et des qualifications

Réunion du 21 juin 2019 à Caen (Région Normandie, salle Tocqueville)

Participants :

M. ABIDI Raouf	UNSA
Mme BEAUNIEUX Hélène	Université Caen Normandie
Mme BERRIVIN Solène	Rectorat
Mme DELPORTE Marie-Laure	CRMA Normandie
Mme CHASSAING Brigitte	DRAAF Normandie
M. DUFOUR Pascal	U2P Normandie (Président commission)
M. DUVAL Arnaud	ADEFIM
M. EDOUARD François	UDES
M. FONTAINE Xavier	DIAPIC Rectorat
Mme FOUCHET Nathalie	Opcommerce
Mme GALLOIS Frédérique	Région Normandie
Mme HARLAY Kathy	Agefiph
Mme HAVELETTE Françoise	Région Normandie
M. JAQUOT Dominique	Force Ouvrière
Mme JUHASZ Chantal	Medef Normandie
M. LEBOUCHER Denis	Région Normandie
Mme LEBRETON Elodie	DIAPIC Rectorat
M. LEQUIN Thierry	CFE CGC
Mme MARIE COUZINET Vanessa	Agefos Pme pour l'Opco EP
Mme MARMONTEL Elisabeth	Carif-Oref (secrétariat commission)
M. MICHEL Jean-Luc	CFDT Normandie
Mme MONS Valérie	DIRECCTE Normandie
Mme OLLIVIER Caroline	Région Normandie
Mme TOURET Pascale	Constructys Normandie

M. Dufour propose un tour de table et informe qu'il reprend la présidence de la commission 1. Il fait part des personnes excusées et rappelle les points à l'ordre du jour. Hormis l'évolution de la feuille de route de la commission 1, quatre sujets ont été sélectionnés :

- Evolution de la feuille de route de la commission 1 : réflexions, échanges et perspectives
- Appel d'offres de France Compétences sur le Conseil en Evolution Professionnelle : proposition d'une feuille de route d'instruction pour aider à l'avis du bureau et réflexions sur les critères de choix en Normandie
- Apprentissage – alternance : actualités – points sur la mise en place de la réforme et perspectives de concertation et d'évaluation en Normandie
- Relations Région Normandie/branches professionnelles : signature des accords de partenariat
- CléA : évolution en cours

I. EVOLUTION DE LA FEUILLE DE ROUTE DE LA COMMISSION 1 : réflexions, échanges et perspectives

Lors du bureau du CREFOP de lundi 17 juin, a été exprimée la volonté, au titre du quadripartisme, d'installer des temps d'échange au sein des instances du CREFOP : bureau et commissions, de créer des moments de partage qui pourront se traduire sous forme de séminaire, de journée de professionnalisation pour se saisir de ce qui fonctionne ailleurs...

En mai, un groupe de travail s'est mobilisé pour identifier des objectifs du CREFOP :

- Adapter les nouveaux dispositifs à la réalité et aux besoins des territoires,
- Mobiliser les ressources et les compétences de tous les acteurs normands au service du développement de l'emploi et de la sécurisation des parcours professionnels,
- Renforcer l'efficacité des politiques Emploi-Formation-Orientation Professionnelles conduites dans les territoires.

Monsieur Leboucher rappelle l'intérêt de se questionner sur la mesure de l'atteinte de ces objectifs au titre du CREFOP.

M. Dufour présente les missions spécifiques de la commission 1 proposées en bureau. Elles portent plus sur des aspects dynamiques que sur des aspects réglementaires. Il annonce qu'il n'y a pas d'ordre de priorité dans les thématiques proposées et qu'il est possible de les compléter :

- Formations continues tous publics : jeunes, seniors, salariés, demandeurs d'emplois, travailleurs non-salariés et personnes sous-main de justice
 - PACTE régional d'investissement dans les compétences :
Celui-ci sera, principalement, traité au sein de la commission ad hoc. La commission 1 se centrera, en conséquence, sur le champ des salariés.
 - Compte personnel de formation – CPF : évolution et suivi – lien avec la CDC et les OPCO
 - Transition Pro ou CPF de transition professionnelle : mise en œuvre et développement
 - Suivi des travaux OPCO et CPIR (Commission Paritaire Interprofessionnelle Régionale)
- Mise en place des outils relatifs à la qualité des formations :
 - AGORA en Normandie
- Apprentissage – Alternance :
 - Evolutions des compétences Etat- Région-OPCO : comment organiser les échanges
 - Organisation des formations en apprentissage sur le territoire normand
 - Elaboration du Schéma régional de l'Alternance : une sous-commission apprentissage/alternance paraît pertinente
 - Observation de l'apprentissage et de l'alternance en région
- Plan régional de lutte contre l'illettrisme : suivi à faire
- Certification CLÉA : suivi des mutations en cours
- FEST : formation en situation de travail : suivi et valorisations des expérimentations
- CEP : Critères normands Appel d'offres France Compétences : la mise en place d'un groupe de travail semble intéressante

Mme Ollivier annonce que la Région a engagé une réflexion afin de « normandiser » son cadre d'intervention sur la formation des contrats aidés. Une présentation est prévue en assemblée plénière d'octobre. Le lien est fait avec le PRIC au travers notamment d'une fiche-action sur la formation des salariés en insertion. M. Leboucher propose de présenter ce nouveau cadre d'intervention lors d'une prochaine commission 1.

M. Edouard affirme son intérêt pour connaître les critères pris en compte pour accepter les dossiers de CPF transition. M. Michel témoigne au titre des FONGECIF qui assurent cette mission de façon transitoire. Les budgets ont été divisés par 3, passage de 60 millions d'euros à 19 millions. Or, les formations sont très longues (ex. des infirmières). M. Michel se dit très inquiet car les salariés se verront refuser les financements. Il ajoute qu'aujourd'hui les critères sont nationaux, validés par France Compétences. Ce sujet fait partie des sujets à aborder d'ici la fin de l'année.

M. Leboucher note l'importance que les experts d'un sujet viennent faire des présentations dans la commission 1 pour permettre aux membres de se professionnaliser. Il ajoute que la Région pourra faire un point d'actualité une fois par an sur la formation des détenus.

II. APPEL D'OFFRES DE FRANCE COMPETENCES SUR LE CONSEIL EN EVOLUTION PROFESSIONNELLE :

Proposition d'une feuille de route d'instruction pour aider à l'avis du Bureau et réflexions sur les critères de choix en Normandie

M. Dufour rappelle les trois niveaux de service du CEP.

Au 1^{er} janvier 2020, le FONGECIF n'aura plus la compétence et la loi a confié à France Compétences la mission d'organiser et de financer le CEP à destination de l'ensemble des actifs occupés, hors agents publics.

France Compétences a lancé le 4 avril une consultation qui fait l'objet d'une procédure concurrentielle avec négociation, et vise à désigner un opérateur par lot régional.

Les candidats avaient jusqu'au 6 mai pour répondre à une phase d'admission avec les documents justifiant de leurs capacités financières, techniques et professionnelles. France Compétences a ensuite proposé aux candidats recevables de remettre leur offre technique d'ici au 24 juin. France Compétences procède donc à deux sélections avec deux comités techniques.

France Compétences proposera les trois meilleures offres, anonymisées, selon un ordre de préférence au Crefop qui devra se prononcer entre le 27 septembre et le 4 octobre. L'avis du Crefop devra s'appuyer sur une argumentation objective et claire pour espérer être suivi.

Le bureau a demandé à la commission 1 de définir des critères au niveau du Crefop en complément des critères de France Compétences. Pour ce faire, M. Dufour annonce la création d'un groupe de travail composé de la Région, l'Etat et les partenaires sociaux.

Une 1^{ère} réunion de travail du groupe de travail aura lieu en juillet de préférence ou en septembre si une date commune en juillet s'avérait difficile. Toutefois, M. Dufour annonce que des dates en juillet seront proposées prochainement.

Quelques pistes de réflexion sur les futurs critères apparaissent déjà, comme :

- Capacité à suivre tous les salariés de tous secteurs, à aborder l'ensemble des métiers
- Implantation sur les territoires et non seulement sur les quatre villes les plus importantes de la Région.

III. APPRENTISSAGE – ALTERNANCE : Actualités – Points sur la mise en place de la réforme et perspectives de concertation et d'évaluation en Normandie

M. Dufour présente le sujet de l'apprentissage comme un sujet qui sera récurrent. En effet, cette réforme de l'apprentissage bouleverse un certain nombre de compétences de la Région, la mission des OPCO. Elle apporte une évolution du rôle des branches qui est claire au plan national et moins au plan régional et des évolutions du rôle de l'Etat .

Mme Mons présente la position de la Direccte à savoir remettre l'entreprise au cœur du dispositif de l'apprentissage avec un assouplissement de la réglementation en matière de droit du travail.

En tant que référente Direccte de l'apprentissage pour la Normandie, Mme Mons a une feuille de route précise. Elle doit, avec son équipe, rencontrer tous les acteurs de l'apprentissage pour qu'ils aient le même niveau de connaissances, s'assurer que la réforme est bien comprise, répondre aux questions et faire remonter à une cellule nationale ad hoc du ministère toutes les difficultés et éventuellement travailler sur d'éventuels fléchissements.

Le plan d'action a été mis en place le 1^{er} mars.

Il s'agit de faire un point d'étape du suivi du plan d'actions apprentissage déployé par la Direccte.

Plusieurs réunions collectives et entretiens individuels ont été réalisés avec les branches, les OPCO, les consulaires, les CFA, les MFR... Les inquiétudes sont surtout liées au mode de financement des CFA : coût contrat plutôt que subvention. 2019 est une année compliquée du fait de la coexistence des deux modalités de financement. L'aide unique inquiète les branches et il y a des questions liées à la prise en charge de l'hébergement, ...

Mme Mons pense qu'il serait intéressant d'organiser une demi-journée sur l'apprentissage et que la Direccte peut faire cette proposition.

M. Leboucher confirme que la Région croit à l'alternance et à l'apprentissage et qu'elle sera partenaire des CFA.

M. Leboucher constate que la Région est toujours largement sollicitée sans prise en compte des évolutions liées à la réforme et il demande aux acteurs de corriger les informations véhiculées. Mme Beaunieux pense qu'il y a un travail collectif à mener car familles et employeurs sont restées sur des réflexes et n'ont pas mesuré les changements de fonctionnement liés à la réforme.

Mme Havelette, pour sa part, explique la démarche entreprise par la Région. Seize mille courriers ont été envoyés aux entreprises qui recrutent des apprentis pour informer sur le changement du système des aides aux employeurs. De nombreuses petites entreprises sont en retrait sur le recrutement des jeunes pour des formations post bac du fait qu'il n'y a plus d'aide.

Mme Havelette rappelle que la Région va coordonner la mise en place du schéma régional de l'alternance adossé aux contrats d'objectifs et de moyens qu'elle signera notamment avec les OPCO.

Elle informe également de la possibilité ouverte aux Régions d'intervenir auprès des CFA au titre du fonctionnement (fonds de soutien à l'apprentissage) et de l'investissement.

Le montant de l'enveloppe d'investissement sera arrêté lors de la prochaine loi de finance (180 millions au niveau national). Le montant de l'enveloppe du fonds de soutien à l'apprentissage est actuellement en cours de discussion.

Mme Havelette constate que les montants annoncés fluctuent de façon importante et génèrent, si les moyens financiers faisaient défaut, une grande incertitude quant à la capacité d'agir sur le

développement territorial de l'implantation d'une offre de formation en proximité des besoins des entreprises et des jeunes et également sur l'accompagnement de l'économie locale.

M. Leboucher souhaite que des informations soient apportées aux consulaires sur leur rôle d'ici la fin de l'année. Mme Mons affirme que le rôle des consulaires ne change pas d'ici fin 2019. Ils continuent à enregistrer les contrats, pour l'instant. Un tuilage en début 2020 est discuté en ce moment pour permettre la bascule des contrats auprès des OPCO et un nouvel applicatif est en test pour permettre cette bascule. Mme Delporte pense que la mise en œuvre effective se fera après la fin de l'année. En effet, l'OPCO des entreprises de proximité par exemple, qui concerne particulièrement le secteur des chambres de métiers réfléchit actuellement à la mise en œuvre de la reprise de l'enregistrement des contrats en termes de volume de travail occasionné. Un échange est en cours. Les OPCO peuvent aussi déléguer aux consulaires l'enregistrement des contrats. Plusieurs aspects ne sont pas encore arbitrés et les discussions n'ont pas encore commencé. Une autre question se pose sur le contrôle des pièces, note Mme Delporte. Mme Mons précise que le décret qui va sortir fin juin donnera des informations sur le rôle des OPCO sur l'enregistrement des contrats. Les consulaires faisaient une instruction. La procédure sera allégée. Cinq critères devront être instruits et vérifiés.

Mme Delporte décrit enfin le problème majeur actuellement dans le secteur de l'artisanat sur l'application du coût contrat. Durant la période transitoire, entre le coût préfecture et le coût contrat proposé par les branches et validé par France Compétences, il peut y avoir une différence notable (jusqu'à 3000 euros) sur un même diplôme entre deux apprentis qui font la même formation, en fonction de la date de signature du contrat. Cela a des conséquences sur le financement du CFA et sa survie, ajoute M. Dufour.

Mme Mons convient que cette année est compliquée car les apprentis sur une même formation, peuvent ne pas avoir accès aux mêmes financements, aux mêmes aides. Ceci amène une complexité de gestion pour les CFA, à laquelle s'ajoutent les entrées et sorties permanentes. L'offre de formation doit être revue et être beaucoup plus souple. Mme Delporte note que, pour autant, les certifications, des diplômes de l'Education nationale la plupart du temps ont des dates d'examen qui restent les mêmes. Elle convient que cela entraîne d'autres questions qui devront se régler, en effet.

M. Michel exprime ses craintes concernant les difficultés des centres de formation, l'arrêt possible de l'apprentissage dans le supérieur s'il n'y a plus de financement et le nombre de places pour les salariés qui risquent de baisser. Il note que les organisations syndicales des salariés suivaient, préalablement, les objectifs fixés et partagés, prévus par la Région. Il demande, maintenant, quel est le nombre d'apprentis supplémentaires que l'Etat s'est assigné pour la Normandie.

Mme Mons informe que l'objectif est de faire plus de contrats mais il n'y a pas d'objectif chiffré.

Mme Fouchet remarque que l'on se centre sur le nombre d'apprentis sans envisager les contrats pros. Elle souhaite que l'on parle d'alternants plutôt que d'apprentis et que les dispositifs soient globalisés. Il ne faut surtout pas, selon Mme Fouchet, faire chuter un dispositif au profit d'un autre ce qui équivaldrait à ne rien gagner au niveau de l'insertion professionnelle.

M. Dufour confirme que la réforme va avoir de nombreuses répercussions pour tous les acteurs dont certaines ne sont pas encore identifiées. De ce fait, M. Dufour propose, en accord avec la Région, l'Etat et les partenaires sociaux, la création d'une sous-commission Apprentissage dont ils définiront les contours. A ce jour, pourraient faire partie de cette sous-commission, l'Etat, la Région, les partenaires sociaux, les branches, les OPCO, les consulaires. Il peut y avoir d'autres acteurs mais il s'agit que cette structure soit opérationnelle et technique pour permettre les échanges sur la mise en place des évolutions et aussi pour mener une réflexion sur le schéma régional de l'alternance.

Mme Harlay souhaite que l'Agefiph soit associée aux travaux de cette sous-commission. Elle mentionne différents sujets qui donnent du sens à la participation de l'Agefiph : la loi apporte un certain nombre d'éléments par rapport au public en situation de handicap, telle que l'obligation de désigner un référent handicap. Ceci est à croiser avec des travaux régionaux et des travaux de concertation nationale. Elle pense aussi à la majoration du coût contrat pour les publics, à ce que l'Agefiph pourrait apporter de manière supplémentaire pour sécuriser les parcours et travailler sur le sujet de la compensation du handicap. L'Agefiph pourrait également faire le lien aussi avec Alfeph qui porte historiquement un dispositif d'accompagnement, d'appui et de soutien aux alternants ainsi que la ressource handicap formation qui a vocation à travailler sur la sécurisation des parcours.

Mme Mons note que les chiffres d'apprentis en lien avec le handicap ne sont pas très bons actuellement.

M. Dufour rappelle que la formation par apprentissage ne se résume pas à un nombre de jeunes en formation. Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail qui renvoie à une approche globale, jeune, entreprise, CFA pour une intégration réussie. Il ne s'agit pas d'une logique unique de formation à remplir.

M. Michel rappelle que les branches, donc les entreprises ont réclamé les évolutions concernant l'apprentissage. Elles ont aujourd'hui la responsabilité de faire en sorte que cela fonctionne.

Mme Delporte se pose la question de la gestion des bourses à la mobilité européenne ou internationale dont on ne connaît pas le traitement actuellement.

Mme Havelette considère qu'il y a des dispositions qui doivent intervenir sur la mobilité. En effet, avant, les entreprises continuaient de financer les apprentis lorsqu'ils étaient à l'international. Aujourd'hui, le contrat d'apprentissage est suspendu durant la période à l'international. Dès lors, l'entreprise ne finance plus durant cette période. Cette nouvelle donne pose la question de l'accès des niveaux infra bac à la mobilité. Au niveau supérieur, les jeunes parviennent à se débrouiller seuls, même s'il y a parfois des problèmes financiers à traiter. A noter que les aides de la Région à la mobilité internationale ne peuvent plus être activées dans le cadre de cette réforme. Il va falloir que les CFA, les organismes de formation se mettent en consortium pour faire des appels de bourses Erasmus..., lesquelles ne prendront pas nécessairement en charge les coûts de personnel. Or, les jeunes de niveaux IV et V ont besoin d'être accompagnés et nécessitent un certain nombre de dispositifs assez capitalistiques (individualisation, accompagnement social, processus éducatif, sécurisation dans les hébergements pour les mineurs...). Il va falloir que les CFA dégagent des marges d'autofinancement pour pouvoir absorber toutes ces charges.

Mme Mons pense au dispositif « prépa apprentissage » qui a pour objectif de vérifier en amont, les éléments pour sécuriser le projet apprentissage.

Au vu du grand nombre de réactions, M. Dufour rappelle la mise en place de la sous-commission Apprentissage dont le cadre et les objectifs seront transmis prochainement. M. Dufour et Mme Mons font état également de l'intérêt d'une demi-journée sur l'apprentissage qui pourrait avoir lieu en septembre. Enfin, M. Dufour invite les participants à lui transmettre les demandes particulières ou questions via le mail du Crefop ou via son propre mail.

IV. **RELATIONS REGION NORMANDIE/BRANCHES PROFESSIONNELLES** : signature des accords de partenariat

Mme Gallois fait un point sur les accords de partenariat.

La Région Normandie avait la volonté de formaliser des partenariats avec les Branches professionnelles pour agir ensemble, en cohérence sur la chaîne orientation-formation-emploi, se mettre d'accord sur des priorités d'actions et disposer d'un lieu d'échanges privilégié entre les branches professionnelles et la Région.

En avril 2018, la Région a créé un dispositif « Accords de partenariat » voté à l'Assemblée Plénière qui remplaçait les contrats d'objectifs en ex Haute Normandie et les chartes qualité en ex Basse Normandie. Un modèle unique d'accord est proposé avec 2 axes incontournables:

- Evolution de l'offre de formations professionnelles
- Attractivité et information sur les métiers

Le contrat est ensuite individualisé avec des fiches actions opérationnelles qui permettent de s'adapter aux priorités d'actions des branches professionnelles.

A noter qu'il s'agit bien d'un accord sur des priorités d'actions et une stratégie communes, sans budget propre dédié à ce dispositif. Les actions peuvent, en revanche, être financées dans les dispositifs de droit commun de la Région (apprentissage, orientation, formation tout au long de la vie).

Le 6 mars, la Région a présenté son projet aux branches. Puis des réunions d'échanges ont eu lieu avec les branches professionnelles qui le souhaitaient : Hôtellerie Restauration, Artisanat, UIMM, UIC, Intérim, Transport Logistique, Formation professionnelle. Des réunions sont programmées prochainement avec l'Agriculture, l'aide à domicile et la Région reste à l'écoute des branches pour travailler avec elles.

A ce jour, Mme Gallois mentionne deux accords de partenariat signés :

- 14 mai 2019 : Normandie Habillement
- 3 juin 2019 : BTP

Les échanges avec les branches professionnelles portent généralement sur cinq thématiques :

- Photographie de l'offre de formation professionnelle pour observer les équilibres entre l'offre de formation initiale, l'alternance, la formation des demandeurs d'emploi
- Dialogue autour de l'observation : lien entre l'observatoire emploi-formation des branches professionnelles et le CarifOref de Normandie
- Coordination de l'alternance et de l'apprentissage (Schéma de l'alternance, et convention d'objectifs et de moyens à mettre en place avec OPCO). Mme Havelette précise qu'il s'agira de considérer les modalités de partenariat à venir en fonction des outils financiers des branches.
- Information sur les métiers en lien avec la stratégie régionale et la création de l'Agence régionale, expérience réussie des Olympiades : les branches ont largement leur place dans cette stratégie régionale
- Mise en œuvre des actions du PRIC pour la formation des demandeurs d'emploi en impliquant les entreprises : volonté d'impliquer les entreprises et les branches par rapport à ces dispositifs de formation.

Les accords de partenariat avec les branches professionnelles posent un cadre général et régional. La Région associe également les branches professionnelles sur les projets au niveau des territoires

notamment sur l'évolution de l'offre de formation et sur les projets autour de l'information sur les métiers. Enfin, au titre de l'animation territoriale avec l'Etat, la Région met également en place des groupes de travail thématiques dans lesquels les branches professionnelles ont toute leur place et donnent lieu à des projets très concrets sur les territoires. Mme Gallois montre ainsi l'articulation entre le niveau régional et les priorités d'actions et la réalité des relations entre la Région et les branches sur les territoires avec notamment les animateurs territoriaux.

Mme Delporte souhaite savoir si les accords de partenariat seront le lieu de discussion sur la carte des formations de l'apprentissage et l'alternance.

M. Leboucher note qu'il y aura un échange en bilatéral avec les branches mais la Région n'a plus le rôle de régulateur qu'elle avait précédemment. Dans l'instruction de la carte des formations initiales scolaires avec les lycées, la Région demande, pour son information, aux proviseurs de lui faire connaître leur intention d'ouvrir de nouvelles sections. Mais le rectorat aura sa stratégie d'apprentissage.

Mme Mons pense que la Direccte sera en mesure de faire une photographie des organismes de formation qui déposeront une déclaration d'activité.

D'après M. Abidi, le sujet n'est pas d'informer sur ce qui existe ou non mais plutôt d'avoir une réflexion sur la cohérence de l'offre de formation dans la région, et sa correspondance aux besoins des territoires, des entreprises et des publics.

Mme Mons ne peut pas répondre sur ce sujet compte tenu que le principe de la réforme est de libéraliser d'où une absence de régulation. L'Etat, en tous cas, n'aura pas un rôle de régulateur.

Concernant la régulation, M. Dufour note que la loi sur l'apprentissage n'envisage pas cet aspect. Chacun se positionnera.

Dans la sous-commission, les échanges d'informations entre Etat, Région, partenaires sociaux et branches peuvent aider à définir des stratégies. Y compris dans un monde libéral, les acteurs font des propositions qui visent à être pertinentes en fonction du contexte.

M. Jaquot, en tant que formateur et responsable de formation souhaite une cohérence dans les attentes vis-à-vis de l'offre de formation : le résultat visé, l'accompagnement proposé, l'expérience et la compétence des formateurs de façon à former des personnes compétentes qui répondent aux besoins des entreprises, dans les délais. Miser sur un grand nombre d'apprentis n'est pas une fin en soi.

M. Dufour partage le point de vue selon lequel les jeunes qui sortent de formation doivent être compétents et employables par l'entreprise, quel que soit le moyen utilisé. L'enjeu est de ne pas perdre la compétence acquise et l'exigence de la compétence doit être contrôlée C'est une obligation des établissements qui font la formation.

Mme Mons rappelle que les organismes doivent remplir des critères, être « cofraqués », qu'ils auront un contrôle.

Mme Beaunieux convient qu'il n'y a plus de régulation. Pour autant les structures peuvent faire le choix de se coordonner collectivement et de communiquer entre elles (chiffres...). A l'échelle de l'université de Caen, la logique est de se coordonner avec les autres universités normandes, avec les Greta, avec le Cnam pour ne pas se faire de la concurrence sur un secteur et ne pas répondre sur d'autres secteurs.

M. Dufour note les nombreuses pistes de réflexion qui ont été abordées dans le cadre de l'apprentissage.

V. **CLEA** : évolution en cours

Mme Juhasz fait un point d'étape des évolutions CléA.

Le Copanef, le FPSPP, les partenaires sociaux portaient la certification CléA. Le Copanef et le FPSPP ont disparu en décembre 2018 et les partenaires sociaux ont créé l'Association nationale pour la certification paritaire interprofessionnelle et l'évolution professionnelle qui inclut le CléA. L'arrêté du 19 février 2019 a confié officiellement à Certif'pro les droits de propriété de CléA. Le CléA est le socle de connaissance et de compétences de base. Il concerne des personnes qui ont un bas niveau de qualification.

Certif'Pro délèguera aux associations Transition Pro Normandie (CPIR) à compter de 2020 la réalisation des jurys CléA. Aujourd'hui, durant la période transitoire, Certif Pro met en place des Jurys dématérialisés. En Normandie, les membres du jury ont choisi néanmoins de se réunir le 25 juin 2019. Pour plus d'efficacité, d'anciens membres de jury sont conviés le 25 juin pour étudier les 156 dossiers CléA.

La relance de CléA passe aussi par de nouveaux appels à habilitation pour le CléA de base et le CléA numérique lancé le 10 septembre 2018. Le CléA numérique correspond à l'acquisition et l'exploitation de l'information, la prise en compte des principes de la sécurité numérique et la gestion collaborative des projets.

On connaîtra les nouveaux organismes habilités évaluateurs à partir du 9 juillet. Un changement profond s'opère car il n'y aura plus d'habilitation d'organisme formateur. A partir du 1er juillet 2019, tous les organismes de formation remplissant les obligations du décret Qualité pourront former à CléA, sans nécessité de disposer d'une habilitation.

Le point sur le financement sera revu ultérieurement.

En Normandie, le CléA était fortement porté. Globalement, le CléA a toujours été apprécié par rapport à sa capacité à être une première marche à un parcours de formation. En Normandie, les chiffres en décembre étaient de 5617 candidatures avec 1400 certificats délivrés et 4000 dossiers en cours. La Normandie est la 7^{ème} région en nombre de candidats certifiés.

Concernant l'efficacité du CléA, Pôle emploi a fait un point en novembre 2018 qui montre que le CléA facilite la reprise de formation ou d'une activité professionnelle : 63% des personnes en 2018 et 47 % en 2017.

En conclusion de la commission, M. Dufour rappelle la tenue du groupe de travail quadripartite en juillet sur les critères et il propose de tenir le même jour, si possible, en 2^{ème} quinzaine de septembre, avant le bureau du Crefop, la sous-commission apprentissage et la commission du Crefop.